

Le 10/03/2023

Le concept de « tyrannie du mérite » est-il pertinent pour le système éducatif ?

par Véronique Gignoux-Ezratty

Résumé : Les déterminismes culturels et sociaux dans l'éducation existent dans tous les pays du monde et la France ne fait pas exception. Certains sociologues ou philosophes accusent « une tyrannie du mérite » qu'ils brandissent comme un mal absolu. D'autres expliquent que le « martelage » de ce terme, au contraire, entrave les actions en faveur de l'atténuation des inégalités scolaires. Qu'en est-il ?

La réalité des inégalités scolaires est indiscutable, et bien documentée. Elle est connue dans le grand public en France depuis la parution en 1964 du livre « Les Héritiers » de Bourdieu et Passeron. Le niveau des études atteints en fin de formation initiale est corrélé avec les origines sociales des étudiants. L'enquête internationale PISA concernant les élèves de 15 ans confirme que la performance des élèves (sur les indicateurs qui sont mesurés) est corrélée avec les origines sociales **dans tous les pays du monde**, et que la France est un des pays qui atténue le moins les inégalités de départ. En fonction, de ses origines sociales et culturelles, de son genre, du lieu où il ou elle habite un jeune n'aura pas, en moyenne, le même destin. Le « en moyenne » est important car corrélé ne doit pas pouvoir être inconsciemment compris comme « destiné ». Il y a plus d'obstacles pour celui ou celle qui vient de milieu défavorisé, mais avec de la stratégie, de la volonté et les bonnes rencontres au bon moment ces obstacles peuvent être levés. **L'élévation des acquis scolaires paie dans tous les cas, y compris dans une situation d'inégalité des possibilités.**

Cependant chez celles et ceux qui disent vouloir lutter contre les inégalités scolaires, il n'y a pas de consensus sur la manière adéquate de communiquer vers le grand public.

Il est notamment reproché aux sociologues habitués des plateaux télé et des conférences, de propager vers les jeunes des quartiers populaires une prophétie autoréalisatrice vers l'échec, et d'invisibiliser les principaux moteurs des inégalités en mettant l'accent sur des aspects secondaires. En outre, des termes comme « **tyrannie du mérite** », « **illusion méritocratique** », « **le mythe de l'égalité des chances** » sont utilisés, parfois avec des sens très différents.

Pour éclairer le sujet, nous allons analyser **le symbolisme créé** par les mises en récit dominantes, **chez les jeunes et leur famille**, ainsi que **chez les membres de la société civile responsables impliqués sur le sujet**. Les conséquences de ce symbolisme seront développées **tant pour le comportement des jeunes vis-à-vis de l'effort scolaire et de leur choix d'orientation que pour les possibilités d'actions des personnes de la société civile** impliquées pour l'atténuation des inégalités de destin.

Les expressions « obstacles symboliques », « syndrome de l'imposteur », « construction inconsciente d'une représentation cognitive qui sous-tend les envies et les choix », « Système 1 de Kahneman » « mécanismes des stéréotypes et ses conséquences » font référence aux mêmes ensembles de mécanismes cognitifs : ils sont connus des chercheurs en psychologie cognitive, des associations de femmes diplômées qui interviennent pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, et de tous celles et ceux qui s'intéressent aux possibilités d'influence basées sur les biais cognitifs.

Quels critères concrets retenir ?

Les jeunes de l'espèce humaine apprennent naturellement (sauf handicap) à parler, à marcher, à interagir avec les autres humains, par imitation. **Ils et elles se construisent inconsciemment un imaginaire de la normalité et des codes de la vie d'adultes** en fonction des adultes qu'ils côtoient, des histoires qu'ils lisent, des vidéos qu'ils visionnent et des paroles d'autorité qu'ils ou elles entendent. Au moment de l'adolescence, le comportement des pairs devient une influence fondamentale. **Il s'agit du système cognitif symbolique. Il va guider le jeune, qui est un être en construction, dans le choix de s'investir ou non dans l'effort scolaire, et dans la construction de l'image de soi dans le monde des adultes et le sentiment que certains métiers sont faits pour elle ou lui, et d'autres non.**

Les obstacles symboliques s'ajoutent aux obstacles concrets de l'égalité scolaire : l'efficacité de l'enseignement en fonction du territoire, l'offre de formations dans le territoire et le coût des études. **Ils sont au moins aussi puissants.** Pour cette raison, il convient de ne pas relayer les discours des personnes en situation d'autorité susceptibles de créer une prophétie autoréalisatrice qui va décourager les jeunes issus de milieu défavorisé à s'investir dans les apprentissages scolaires et va engendrer des biais dans les choix d'orientation à cause des croyances d'une « prédestination » induites par les dits-discours chez les jeunes et chez leurs familles. **Le premier critère de pertinence des discours liés à chacun des termes sera donc l'absence de renforcement de prophétie autoréalisatrice d'assignation.** Ce critère touche le système cognitif symbolique des jeunes et de leur famille.

Les inégalités de destin se fabriquent à tous les niveaux du système scolaire et universitaire. La première particularité du système éducatif français concerne l'abandon des plus faibles scolairement à leurs difficultés. Or, le critère le mieux corrélé avec la réussite à l'université est le niveau atteint en fin d'école primaire. Ce niveau d'acquisition est corrélé avec l'origine sociale des élèves dans tous les pays, mais de manière plus marquée en France que dans la plupart des pays de l'OCDE. **Cette incapacité de notre école maternelle et élémentaire à atténuer les inégalités de départ est le premier moteur des inégalités du système éducatif français et ce constat fait consensus.**

Le deuxième problème est l'illisibilité du système d'orientation et l'absence des passerelles pour celles et ceux qui n'ont pas les acquis pour avoir une chance raisonnable de réussir la voie directe. D'après le document RES2022, le taux de réussite des bacheliers professionnels à l'université est de 6,8%. L'université pour les bacheliers professionnels est donc une fausse promesse : ils et elles ont le droit d'y aller, pas vraiment d'y réussir. Dans un précédent article, j'ai expliqué en le démontrant les causes de cette illisibilité : des jeux de pouvoir qui créent des impensés sur des pans entiers du système éducatif. <http://www.res-systemica.org/afscet/resSystemica/vol22-catastrophes/res-systemica-vol-22-art-04-v2.pdf> **Le deuxième critère de pertinence des discours liés à la méritocratie est d'aider à la compréhension des mécanismes cognitifs et sociaux intervenant dans la construction des inégalités et sur la manière de les désamorcer.** Ce critère touche le système cognitif symbolique des membres de la société civile responsable qui veulent agir pour plus d'équité scolaire et qui ont besoin de clés de compréhension sur les causes profondes des inégalités.

Nous avons donc nos deux critères, **critère 1 : absence de renforcement de prophétie autoréalisatrice d'assignation**, et **critère 2 : diffusion de clés de compréhension concernant les causes des inégalités scolaires.** Nous pouvons donc analyser l'impact des discours de la méritocratie ou du mythe de l'égalité des chances.

Le bien-fondé de l'utilisation des concepts autour de la méritocratie dans des études, articles et ouvrages à destination de sociologues est en dehors du champ de cet article. J'ai bien conscience d'être incompétente et illégitime pour discuter de la qualité de production dans les critères académiques du

domaine de la sociologie. **Cet article s'intéresse à l'impact de paroles sur les jeunes et leur famille ainsi que sur la capacité collective de la société à comprendre ce qui est efficace pour lutter contre les inégalités de destin grâce à l'école, et donc de sa capacité à agir.**

La méritocratie comme théorie concernant l'entre-soi de l'élite politique

Les tenants **de l'illusion méritocratique** se réfèrent le plus souvent au sociologue Pierre Bourdieu (1930-2002), et son ouvrage « Les héritiers », 1964. Une grande partie des membres de la société civile n'ont pas conscience des obstacles symboliques rencontrés par celles et ceux qui ne font pas partie de la classe dominante, ni de certaines conséquences des obstacles concrets (comme l'accès à l'information et le moyens financiers). En particulier, nombreuses sont parmi les personnes ayant réussi un concours très sélectif sur des critères académiques, à penser que leur réussite est due à leur seul mérite. Elles sont méritantes certes car, pour réussir, elles ont travaillé et ont su être stratégiques dans l'organisation de leur travail et dans la manière d'aborder les concours. Cependant, elles ont bénéficié d'éléments facilitateurs dont elles n'ont pas conscience. Ce qui est évident et normal pour elles, ne l'est pas forcément pour tout le monde. C'est ce que constatait le normalien littéraire Pierre Bourdieu, dans ces relations avec ces camarades de promotion en particulier dans le livre « La reproduction » (1970).

Cependant, **l'auteur à qui on doit l'antériorité du concept de « méritocratie »** et qui a inventé le terme n'est pas Pierre Bourdieu mais Michael Young, un sociologue britannique, intellectuel lié au parti travailliste. En 1958, Young a publié un roman d'anticipation « The rise of meritocracy » (ou en français « l'ascension de la méritocratie »). Il s'interrogeait sur les conséquences du remplacement en cours des élites de Grande-Bretagne, les nobles propriétaires terriens, par des personnes ayant des compétences validées et issues de toutes les classes sociales. Celui-ci avait prédit le renouvellement par une nouvelle classe, plus arrogante encore que la précédente car légitimée par un diplôme. Dans cette fiction, la nouvelle élite pensait devoir leur pouvoir à leur mérite, le mérite étant défini comme une conjugaison de talent et d'effort.

L'arrivée de Donald Trump au pouvoir a remis à l'actualité aux Etats-Unis, les réflexions de Michael Young. Deux éminents professeurs des plus grandes universités américaines ont publié des livres, en 2019 et 2020, décrivant l'entre-soi des personnes accédant aux positions de pouvoir venant de la même classe sociale et des mêmes universités, leur propension à servir l'intérêt de leur caste plutôt que l'intérêt général et le renforcement des inégalités sociales dans l'accès aux très élitistes universités de « l'Ivy league ».

The Meritocracy Trap: How America's Foundational Myth Feeds Inequality, Dismantles the Middle Class, and Devours the Elite par Daniel Markovits, professeur en droit à l'université de Yale (2019)
Traduction : *Le piège de la méritocratie : comment le mythe fondateur de l'Amérique alimente les inégalités, démantèle la classe moyenne et dévore l'élite.*

The Tyranny of Merit: What's Become of the Common Good? par Michael J. Sandel professeur à l'Université d'Harvard (2020). Traduction : *La tyrannie du mérite : que devient le bien commun ?* Ce livre a aussi été publié en français.

La France a un système de valeurs inscrit dans la culture (au sens de culture organisationnelle), très différent de celui des États-Unis. Aussi, tout n'est pas transposable automatiquement.

La spécificité des Etats-Unis

Le mythe fondateur des Etats-Unis est le « rêve américain » : le pays où seul le talent compte et où chacun peut réussir indépendamment de d'où on vient. Il était de bon ton de présenter les grandes réussites dans le monde des technologiques de l'information, comme venant des inventeurs géniaux qui ont commencé dans un garage. Après vérification, ils avaient plutôt commencé avec un ou deux copains dans le garage de la villa de papa et maman qui avaient apporté le vivre et le couvert, ainsi que l'aide de leur réseau pour peaufiner les premiers contrats (et ne pas se faire dépouiller de ses bonnes idées). Les Etats-Unis sont aussi le pays où depuis l'origine « celui ou celle qui échoue a mérité son échec ». Le possesseur d'une maison ou l'étudiant qui ont pris un crédit avec des taux progressifs abusifs méritent ce qui leur arrive car ils auraient dû lire les petites lettres. Ce n'est pas dans la culture française. En France, on considère que ce n'est pas moralement acceptable de tromper les gens ainsi.

Il y a aussi de fortes différences entre les formations très sélectives entre la France et les Etats-Unis
Des formations de l'enseignement supérieur, très sélectives sur des critères académiques, existent dans tous les pays du monde. Elles sont organisées par des organismes privés quand les établissements publics ne les proposent pas. Aux Etats-Unis, pour être acceptés dans les universités les plus prestigieuses, les étudiants passent des tests dans des officines privées préparées dans des lycées privés entre 16 et 19 ans (comme celui du film « Le cercle des poètes disparus »). Ils constituent aussi un dossier qui se prépare dès l'équivalent de notre collègue. Ensuite, ils doivent continuer à avoir un rythme soutenu de travail personnel pendant toutes leurs études qui finissent avec le doctorat. En France, certaines formations très sélectives sont à l'université (comme médecine). D'autres sont dans des établissements spécifiques appelés Grandes écoles du groupe A. L'entrée dans les Grandes Ecoles se fait sur concours préparé dans des classes préparatoires, entre 18 et 20 ans, dont la plupart sont publiques. Une fois admis dans une grande école (sauf peut-être l'ENA qui ne s'appelle plus l'ENA), la charge de travail est modérée et il y est bien vu d'avoir des activités associatives. **Nous voyons que le système des classes préparatoires à la française, bien que pas parfait, est plus efficace que celui pour accéder aux formations élitistes aux Etats-Unis.** Le temps de travail très intensif qui forme l'esprit à une certaine rigueur commence plus tard, est plus court et gratuit. Ensuite, une fois la sélection faite sur des critères partielles mais mesurables, les enseignements comportent des temps d'ouverture d'esprit et les études se déroulent sans stress si un minimum de travail est fait.

Je n'ai pas lu ces livres que je connais que par leurs présentations dans les médias. Toutefois on s'aperçoit que **certaines affirmations sur des prétendues particularités françaises tiennent de la légende urbaine. Tous les pays du monde ont des filières très sélectives pour y entrer. L'importance portée aux diplômes n'est pas très différente en France qu'aux Etats-Unis.** Il ne s'agit nullement une surprise pour celles et ceux qui ont l'habitude de regarder les séries américaines à la télévision. La série « Lie to me » (2009-2011) mettait en scène l'antagonisme entre deux personnages secondaires, « Ria Torres » sans diplôme qui a été recrutée pour sa compétence prouvée, et « Eli Loker » venant d'une université étatsunienne prestigieuse. Ria reprochait à Eli de l'impliquer dans des manœuvres foireuses, alors que s'ils étaient renvoyés, lui il retrouvait facilement un travail avec le même salaire et elle se retrouverait en galère.

L'amalgame entre diplômés et élite arrogante

Un troisième bémol est qu'on confond les diplômés de ces formations, avec la fraction d'entre eux qui ont choisi d'aller dans la lutte pour atteindre les plus hauts niveaux de pouvoir et qui ont réussi à le faire. Pour ce résultat, sauf exception, il est nécessaire de mettre de côté certains principes moraux de manière d'être coopté, et d'être dans une famille qui possède les codes qui permettent

de réussir. Cependant, en France, tous les rejetons des familles d'héritiers ne choisissent pas d'aller vers les grandes écoles (il y a souvent des moutons noirs parmi ces familles généralement nombreuses), et certains échouent à y rentrer. Tous les diplômés de ces grandes écoles n'atteignent pas les hauts lieux de pouvoir. Et pour un grand nombre d'entre eux c'est un choix, lié à la morale ou à la qualité de vie.

Il y a eu une mutation depuis une vingtaine d'années, en France. Les « grands serviteurs de l'état » qui apportaient stabilité et garde-fous sont peu à peu remplacés par des personnes qui servent d'autres intérêts que l'intérêt commun. De mon point de vue, les intérêts dominants sont liés à la finance sur le modèle promu par les anglo-saxons, et le président de la République actuel, Emmanuel Macron fait partie de leurs affiliés. C'est très inquiétant car les boucles de régulation des dérives par des comités de serviteurs de haut niveau disparaissent et ce dans tous les domaines. (D'après la théorie des systèmes, les dérives sont naturelles pour tous les systèmes hypercomplexes et il convient de laisser le système s'auto-organiser tout en régulant ses dérives. Les systèmes sociaux sont des systèmes hypercomplexes.)

Je ne connais pas les associations que fréquentent les diplômés aux Etats-Unis. Cependant j'ai participé à des associations fréquentées par des diplômés du top 7 des écoles de commerce et d'ingénieurs en France. Dans ces associations, les membres ont conscience que leur diplôme est un patrimoine, cependant ils ne considèrent pas ceux et celles qui ne l'ont pas comme des perdants. Ils et elles apprécient d'être entre eux car ils ont le même mode de pensée, ce qui permet d'avancer plus vite et plus sûrement dans leurs actions. Ceci peut gêner les nouveaux arrivants avec un autre profil, qui sont certains ou certaines d'avoir une idée géniale (alors que les autres ont immédiatement vu qu'elle ne l'était pas). Ils ont eu l'impression d'être censurés quand leur idée, qu'ils ont pu exposer dans de bonne condition, n'a pas été retenue. Les autres ont juste vu qu'ils n'arriveraient pas au but s'ils perdaient du temps sur une fausse piste, et pense qu'ils ont été corrects en donnant une fenêtre d'expression. La petite frange qui a atteint les hauts lieux de pouvoir ne fréquentent pas ces associations : pas le temps et ce n'est pas le lieu pour les rencontres utiles.

L'arrogance dans l'utilisation d'une possibilité d'action pour tromper dans son intérêt personnel n'est nullement lié au diplôme. Les auteurs d'arnaque qui utilisent des ruses pour vider le compte formation, pour soutirer les codes donnant accès aux comptes en banque ou qui livrent des produits non conformes aux descriptions ou inadaptés à l'usage pour lequel il est vendu, pensent que ceux et celles qui ont marché ont mérité leur sort car ils ou elles sont naïfs, ne sont pas forcément diplômés. C'est le même mécanisme pour la fraction des diplômés qui rejoignent « l'élite gouvernante ayant un comportement arrogant ».

Le problème de fond n'est pas le fait qu'il existe des diplômés qui apportent à celui ou celle qui le possèdent une haute efficacité. Le problème est le mécanisme de cooptation dans le pouvoir politique. Les personnes en situation de pouvoir cooptent les personnes qui sauront lui être utiles. Ils préfèrent travailler avec des personnes qui ont un cadre de pensée proche du leur. Il y a des moyens de réguler ceci, cependant ce n'est pas le sujet de cet article.

Un concept hors-sujet

En conclusion, l'antienne « la méritocratie dans l'éducation en France qui permet de truster les situations de pouvoirs et qui humilie les perdants » est basée sur un ensemble de généralisations abusives. Elle a des impacts négatifs sur nos deux critères : elle nourrit une prophétie autoréalisatrice vers une assignation à une condition, elle ne donne pas de pistes efficaces pour lutter les inégalités sociales dans le système scolaire. La suppression des formations très sélectives dans le secteur public ne pourra avoir comme conséquence que leur transfert dans le secteur privé

avec une moindre possibilité de maîtrise de son contenu. Le renforcement du déterminisme social pour les atteindre s'explique par des mauvaises politiques à tous les niveaux du système éducatif, on doit agir pour améliorer le dernier palier, mais l'impact sera « à la marge » car les principaux leviers de lutte contre les inégalités, sont avant. De plus, cela ne changera rien aux comportements des personnes en situation de pouvoir. En effet, une fois le diplôme obtenu, il y a un deuxième palier pour être accepté dans « l'élite gouvernante ayant un comportement arrogant » (pas toute l'élite, il y a encore des résistants et résistantes). Pour cela, il faut adhérer à code de conduite peu éthique. Pour cette raison, plus de diversités d'origine ne devraient pas conduire à plus d'éthique chez nos gouvernants.

Il y a de manière sous-jacente un vrai sujet : la perversion en cours et systémique des élites gouvernantes en France et les conséquences pour la démocratie. Cependant ce phénomène est très peu lié aux questions de la lutte contre les inégalités sociales à l'école, les principaux moteurs sont ailleurs. De mon point de vue, il provient de la naïveté de gauche après le retrait de Mitterrand. Elle a été incapable de prendre en compte les perceptions inconscientes des citoyens liés aux discours. Pendant ce temps, la droite, avec des soutiens intéressés, organisait la construction et la diffusion de mises en récit pour récupérer des électeurs et avoir les mains libres pour les réformes dans l'intérêt de leurs commanditaires. Il s'agit d'un autre sujet. Cet article a été écrit pendant la discussion sur le projet de réforme des retraites de 2023. Ceux et celles qui répètent des mensonges, pourtant débunkés, voulus par des personnes en situation de pouvoir ne proviennent pas tous des hauts diplômés de la classe sociale dominante.

Toutefois, la « tyrannie du mérite » porte un message constructif envers celles et ceux à qui ont dit « c'est votre faute si vous n'avez pas trouvé de travail car il suffit de traverser la rue pour en trouver, aussi nous allons vous couper les allocations chômage ». Ils ont besoin qu'on leur dise : « Non ce n'est pas votre faute. Ceux qui disent cela sont des manipulateurs qui veulent vous faire porter la responsabilité de l'échec, au lieu de vous aider à rebondir. ». Il s'agit d'un autre sujet que de comprendre pourquoi les enfants des milieux populaires ont plus de difficultés à apprendre, et agir pour atténuer ces inégalités liées aux origines.

Une massification qui a, dans les faits, renforcé les inégalités sociales en France

La massification de l'enseignement supérieur telle qu'elle a été mise en place en France est présentée comme bénéfique au pays et à tous les élèves qui en ont bénéficié. Ce n'est globalement pas le cas. Des gardiens de ce dogme entravent toute parole contraire.

La France a ouvert les possibilités d'accès à l'enseignement supérieur mais n'a pas donné vraiment les moyens aux nouveaux accédants d'y réussir. Le problème est que la marche est, en général, trop haute pour celles et ceux qui n'ont pas les compétences, en mémorisation de connaissance et en expression écrite exigée jusqu'à aujourd'hui en lycée général. Il y a quelques réussites de personnes qui, quand ils ont décidé de s'impliquer dans les études, parce qu'ils ont eu le droit d'aller dans la filière universitaire de leur choix malgré leurs fortes lacunes en capacité d'expression écrite, se sont accrochés et ont réussi à décrocher leur diplôme et atteindre un métier qui leur plaît avec un poste stable. L'histoire de ces personnes est mise en récit pour alimenter un « mythe autour du miracle de la suppression de la sélection », version française du mythe étatsuniens de la méritocratie. Cependant, ces récits sont comme des arbres qui cachent la forêt. **La massification de l'enseignement n'a pas diminué les inégalités de destins, ni en haut de l'échelle sociale, ni au milieu de l'échelle sociale et encore moins en bas de l'échelle sociale.**

La première raison est systémique, et est commune à tous les pays. L'augmentation du nombre de diplômés au-dessus des besoins d'emploi, se fait naturellement aux dépens de l'insertion des diplômés issus de catégories sociales défavorisées. Voici un exemple pour comprendre.

Supposons que l'industrie propose 12 places pour une qualification donnée et que le système éducatif forme 10 personnes en formation initiale dont 3 de classes sociales défavorisées, que va-t-il se passer ? Les 10 vont trouver rapidement un travail et les employeurs vont chercher parmi leurs employés lesquels ont le potentiel de monter en qualification grâce à la formation continue.

Supposons maintenant que l'industrie propose toujours 12 places pour une qualification donnée, mais que le système éducatif forme 20 personnes en formation initiale dont 6 de classes sociales défavorisées. Que va-t-il se passer ? Les employeurs vont-ils prendre de l'énergie et perdre du temps pour former un employé alors qu'il y a pléthores de candidats déjà formés ? Parmi ces candidats, lesquels seront plus susceptibles de trouver un travail ? Celles et ceux dont la famille a un réseau qui permet de savoir où postuler et comment mettre le dossier dans le haut de la pile des nombreux CV, et connaît les codes de comportement qui donnent confiance à l'employeur ? Ou les autres ? La massification de la formation initiale s'est faite aux dépens des promotions internes de ceux qui n'ont pas eu leur chance dans la formation initiale, et a des biais défavorables aux jeunes qui ne sont pas issus des classes sociales favorisées, pour l'insertion professionnelle.

Il s'agit d'un effet pervers de la massification qui existent dans tous les pays qui ont développé les études supérieures, et qui n'a pas de solution. Le développement du nombre de diplômés crée mécaniquement des inégalités sociales d'accès au travail chez les diplômés. Ces inégalités peuvent être atténuées grâce à des associations où des bénévoles qui ont le réseau et les codes conseillent des jeunes issus de milieu défavorisé, ainsi que par la mise en place de politique de diversité dans les entreprises.

La deuxième raison est le manque de pertinence de l'approche stratégique choisie par la France. Le pays s'est donné comme objectif d'augmenter le nombre de personnes ayant un diplôme appelé « baccalauréat » et le nombre d'étudiants obtenant une licence en dépensant le moins possible, quitte à proposer des diplômes qui ne valident pas grand-chose, ou dont les débouchés sur le marché du travail sont faibles.

Pour financer le plus grand nombre de lycéens, on a tout naturellement fait des économies sur l'enseignement élémentaire et sur le collège. Elles ont été faites aux dépens de ceux qui n'avaient pas les mots pour protester. Les effectifs par classe ont augmenté. L'inclusion des porteurs de handicap s'est faite sans les moyens nécessaires. Les redoublements ont été supprimés sans pour autant mettre en place les soutiens à celles et ceux qui n'ont pas les acquis sur les fondamentaux. Les dédoublements des classes au collège permettant les exercices en petits groupes ont été réduits de manière drastique. Le temps de formation des enseignants aux pratiques pédagogiques a été réduit, tant en formation initiale qu'en formation continue.

Le plus dramatique concerne les économies aux dépens des jeunes plus faibles scolairement. Ceux-ci sont à la fois abandonnés à leur difficultés et flattés par une communication d'un cynisme effarant.

Le critère le mieux corrélé avec la réussite en licence en France est le niveau atteint en fin d'école primaire (INSEE - Economie et Statistique n°499-2018). Le niveau atteint en fin d'école primaire est corrélé avec les origines sociales dans tous les pays du monde, en France plus qu'ailleurs. Les élèves faibles en arrivant au collège deviennent encore plus faibles et, dans la plupart des cas, perdent leur confiance en leur capacité de réussite des exercices scolaires et plus particulièrement les élèves de

milieux populaires. Ceci a été mesuré dans une étude de 2015. Je l'avais observé dans les années 2000. Rien ne me fait penser que la situation a changé.

Les économies sur le dos des plus faibles scolairement ont été possibles grâce au mythe du « miracle de la suppression de la sélection ». Il s'agit d'un mythe construit dans le sillage de mai 1968, en harmonie avec l'idéalisme d'activistes de gauche. Il s'est ancré car il était en phase avec le besoin de faire des économies dans l'école par les gouvernements et avec les attentes des parents d'élèves de classes sociales favorisées qui ne souhaitaient pas que petit chéri ou petite chérie soit orienté. Des sociologues, bien vue par la direction de l'éducation nationale, ont donné une caution en déformant des résultats de recherche pour être en phase aux attentes de celles et ceux qui avaient le pouvoir de les mettre en valeur.

Les conséquences de ce mythe envers les plus faibles scolairement peuvent être illustrées par une comparaison déjà utilisée dans un article de 2013 signé Viviane Micaud. Mettre des jeunes dans une classe alors qu'ils n'ont pas acquis sur les fondamentaux nécessaires qui s'apprennent dans la durée, c'est un peu comme jeter des enfants dans la piscine sans bouée pour leur apprendre à nager. *« ... parmi 50 enfants qu'on jetterait au milieu d'une piscine sans bouée, il y aurait 5 noyés, 44 traumatisés qu'il va falloir accompagner pour vaincre leur peur, et un qui a réussi le test et qui a acquis ainsi une confiance en lui à toute épreuve et qui a appris à nager extrêmement rapidement. Il y a deux manières d'analyser la situation. La première consiste à faire le bilan global, catastrophique. La seconde est de focaliser sur celui pour qui c'est une réussite, et de dénigrer tous ceux qui rappellent qu'il y a eu des noyés et des traumatisés. »* Les propos sont outranciers, cependant focaliser sur celles et ceux qui en tirent bénéfice en oubliant tous les autres, est ce qu'imposent les tenants du « mythe du miracle de la suppression de la sélection ». <https://blogs.mediapart.fr/viviane-micaud/blog/250813/jetons-nos-enfants-au-milieu-de-la-piscine-sans-bouee-pour-leur-apprendre-nager>

Certains sociologues affirment que l'hétérogénéité scolaire, celle concernant à la diversité du niveau d'acquis des élèves dans une classe, ne nuit jamais aux apprentissages des autres élèves ou étudiants. Ce n'est pas ce que donne les résultats d'études. Comme je l'explique dans mon article déjà cité. *« Il est montré que l'hétérogénéité « sociale » ne nuit pas aux apprentissages à niveau scolaire égal. Il est montré que l'hétérogénéité scolaire est possible jusqu'à 15 ans, à condition de diminuer la quantité de connaissances emmagasinées et prévoir des moyens adaptés (au maximum 24 élèves par classe et des enseignants spécialisés en surnombre pour les élèves à besoins particuliers et pour aider à traiter la difficulté scolaire). Prolonger l'école du socle jusqu'à 15 ans est un investissement rentable pour un pays. La moindre émulation littéraire et/ou mathématique pour celles et ceux qui se destinent à des études académiques exigeantes, et la moindre quantité de connaissances se rattrapent sans problème dans les trois ans qui suivent, et personne n'est lésé dans les parcours académiques du supérieur. Cependant après 15 ans, les jeunes sont des pré-adultes. Ils ont besoin de choisir les domaines de connaissance qu'ils ou elles veulent approfondir. Le développement des connaissances nécessaires à la réussite en université demande un minimum de maîtrise la langue française, que tous les jeunes sont loin d'avoir. Si ce développement de connaissances et compétences indispensables pour préparer des études supérieures académiques exigeantes, ne peut pas avoir lieu en lycée public, les lycées privés s'en chargeront comme aux États-Unis. »*

Jusqu'à ce que des diplômés du lycée professionnel se mettent en réseau, les personnes qui communiquaient sur les questions d'organisation de l'éducation faisaient comme si tous les élèves arrivaient en troisième avaient les capacités d'apprentissage et de rédaction de ceux qui ont les acquis qui sont destinés au lycée général, et tous les bacheliers qu'ils soient professionnels, technologiques ou généraux ont les mêmes compétences sur ces critères. Cadres de l'éducation nationale, journalistes, responsables de fédération de parents d'élèves, cadres syndicaux, sociologues, tous,

quand ils communiquaient vers grand public faisaient, comme si plus de la moitié de la cohorte n'existaient pas. Cette stratégie a permis d'invisibiliser leurs besoins et attentes, donc ne pas mettre les moyens y répondre. <https://blogs.mediapart.fr/viviane-micaud/blog/240821/lorientation-de-fin-de-3eme-un-impense-des-theoriciens-de-lecole>

Le document « Repère, références et statistiques » 2022 édité par la DEPP (RERS-2022) donne page 245, **les taux de réussite en licence (bac+3) en moins de 4 ans en fonctionnement du baccalauréat de l'étudiant**. Les résultats sont éloquentes : **baccalauréat général (51,5%) ; baccalauréat technologique (17,1%), baccalauréat professionnel (6,8%)**. Le droit pour tous les bacheliers d'aller à l'université, n'a pas apporté la possibilité effective d'y réussir.

Pour réussir à l'université, il faut savoir repérer dans un cours les connaissances à mémoriser, les mémoriser, articuler ces connaissances dans des idées, et exprimer ces idées grâce à une maîtrise des codes d'expression. Il faut aussi parfois analyser des données sans faire d'erreur de logique, ou décrire des phénomènes physiques à l'aide de modèle en comprenant les limites de celui-ci. Il s'agit de compétences et pratiques qui s'apprennent dans la durée à force de répétition.

L'apprentissage efficace de ces compétences et pratiques s'effectue dans les années lycée et nécessite des groupes relativement homogènes. Ce qui explique le « tri » des lycéens en trois filières « professionnelles », « technologiques » et « générales » qui ont un programme de Français-Histoire-Géo-Philo différent. Bien que le « politiquement correct en cours » prohibe toute statistique portant sur le niveau d'acquis dans ces compétences entre les filières du lycée, les statistiques de réussite en licence sont suffisamment parlantes. Les personnes qui voient ce qui se passe dans les établissements confirment ce constat en conversations informelles. Pourtant, toute personne qui l'affirme dans une conversation formelle ou l'écrit est considérée comme accomplissant un acte de dévalorisation coupable des filières professionnelles et technologiques.

Je conçois que c'est un sentiment de fierté pour le lycéen professionnel de réussir grâce à ses efforts son baccalauréat, et qu'il ne faut pas lui enlever cet instant de gloire. Cependant, faut-il continuer à communiquer comme si son baccalauréat validait les mêmes compétences en capacité de réussir des études supérieures que les autres baccalauréats ?

L'invisibilisation de l'impact des compétences littéraires pour la réussite des études supérieures a-t-elle eu des conséquences sur la juste attribution de moyens pour compenser les biais sociaux sur l'acquisition des dites compétences ? Pour en avoir mis le cœur net, regardons ce qui a été fait pour compenser ces inégalités.

A-t-on mis les moyens pour résorber les différences d'acquis en fin de CM2 pour la lecture avec construction de sens ? Ben non. Il y a eu des actions envers les élèves en REP et REP+ avec une diminution des classes de CP et CE1 à moins de 16 élèves. Cependant environ 68% des élèves de milieux défavorisés ne sont pas en REP ou REP+ (calcul fait à partir des données de RERS-2022, page 52 et page 79). Les diminutions d'effectifs se sont faites aux dépens des autres niveaux. La diminution (très souhaitable) des effectifs en REP et REP+ n'a pas eu les résultats attendus. Le ministre Blanquer qui les a mis en place a choisi de s'appuyer sur les nouvelles connaissances des neurosciences pour déterminer la méthode de lecture à imposer, plutôt que de regarder ce qui marche à l'étranger : des faibles effectifs (18 élèves maximum souhaitable jusqu'à 22 tolérable) avec des enseignants en surnombre pour des co-interventions centrées sur les difficultés spécifiques des élèves. Pour les effectifs dans les classes, le remplacement des enseignants absents, la possibilité de co-intervention en fonction des besoins, les AESHs pour enfants en situation de Handicap, la médecine scolaire, le compte n'y est pas. Les décisions pour la rentrée 2023 vont dans le sens contraire de ce qui est nécessaire. Par ailleurs, la France n'a pas de politique responsable vis-à-vis des grands perturbateurs

qui, parfois, prennent toute l'énergie de l'enseignant aux dépens des autres élèves, stressent les autres élèves, voire, dans les cas extrêmes, mettent en danger les autres élèves.

A-t-on mis les moyens pour éviter la perte de confiance en soi des plus faibles scolairement au collège ? Ben non. Le déni déjà en place dans les années 2000 quand mes enfants étaient scolarisés en collège a continué jusqu'à très récemment. Le collège est organisé de telle manière à détruire la confiance en soi des 20% élèves les plus faibles scolairement, car ils sont devant des contrôles qu'ils ne peuvent pas réussir à cause de leurs lacunes en expression, y compris s'ils fournissent des efforts. Il s'agit d'un dysfonctionnement qui existe depuis le collège unique mis en place en 1978. Le premier rapport sur le bilan de cette réforme, le rapport Legrand de 1982 en faisait déjà état. La suppression des notes au collège n'est en rien une solution, contrairement à ce que prétendent certains.

A-t-on mis les moyens pour éviter les collèges ghetto où le regroupement d'élèves de classes sociales défavorisées entraînent une spirale négative ? Ben non. Il y a quelques réalisations basées sur les choix de réalisation des personnes politiques locales pour une meilleure diversité de recrutement sur les collèges d'un territoire. Cependant, la généralisation n'est pas à l'ordre du jour et les collèges REP et REP+ ont toujours une équipe d'enseignants avec moins des expériences, avec plus de contractuels et plus de problèmes de remplacement.

A-t-on donné aux lycéens des filières technologiques ou professionnelles qui étaient prêts à fournir des effort, l'accompagnement pour atténuer leurs écarts de performance sur les compétences qui facilitent la réussite des études supérieures ? Ben non. Les heures d'enseignements généraux ont diminué au fil du temps. Les effectifs dans les classes de lycée professionnel augmentent. Le passage du baccalauréat professionnel en 4 ans a été une catastrophe. Le bac professionnel a été créé pour permettre aux élèves de BEP de continuer des études, en pouvant approfondir les enseignements généraux. Ils avaient deux ans pour approfondir ces connaissances s'ils le souhaitaient. Comme ils ou elles ne le souhaitaient pas tous, les classes de première et terminale professionnelles avaient une certaine homogénéité sur les acquis. Le baccalauréat en 3 ans a été une perte pour les élèves qui, autrefois, après une expérience douloureuse au collège avaient repris confiance en leur capacité de réussir les devoirs scolaires grâce à l'implication des enseignants du lycée professionnel, pouvaient préparer dans de bonnes conditions l'entrée vers l'enseignement supérieur.

A-t-on mis les moyens pour chaque élève après avoir atteint la troisième, ait une formation qui mène à terme à un projet de vie qu'il lui convient et qu'il ou elle peut réussir ? Ben non. L'évolution a toujours été en sens contraire. Comme l'affectation en professionnel se fait en fonction des notes, les plus faibles scolairement n'ont des places dans des filières peu demandés et donc peu valorisés. Les employeurs ne veulent pas d'élèves trop jeunes en apprentissage, aussi l'augmentation du nombre d'entrées en apprentissage a surtout concerné l'enseignement supérieur. Les élèves faibles scolairement peuvent aller en seconde générale et technologique depuis 2017, mais ils n'ont pas l'accompagnement pour y réussir. Ce dispositif a eu un effet pervers, il a renforcé les écarts de niveau des lycées général et technologique en fonction du territoire et la fuite vers le privé des bons élèves. C'était peut-être le but de la manœuvre.

En résumé, du nombre de jeunes ayant le droit formel d'aller à l'université a été augmenté de manière éclatante, mais en parallèle on a entravé leur potentiel de réussite en lésinant sur l'apprentissage en amont des compétences indispensables pour réussir à l'université, facilitant en passant la reproduction sociale. En effet, les enfants des parents qui sont passés par les études supérieures connaissent les compétences qui sont utiles pour y réussir.

Un des effets secondaires de la massification est l'abandon à leur sort des enfants qui ont mal appris les compétences fondamentales de lecture, d'expression écrite parfois dès le CE2. Il est possible qu'il

s'agisse d'un choix cynique. L'économie française avait besoin de personnes non qualifiées pour faire tourner leur économie, ce n'était pas compatible avec une vraie égalité des possibilités d'études vers l'université. Il a été choisi d'abandonner à leurs difficultés les élèves les plus faibles scolairement, tout en prétendant le contraire. Les dirigeants de l'Education disent demander aux enseignants de faire réussir tous les élèves. Dans les faits, les enseignants n'ont pas le temps pour aider efficacement un jeune avec des lacunes fortes, et ils n'ont pas non plus la formation adéquate. On encourage des bacheliers professionnels à faire des études, mais on ne leur propose suffisamment de parcours de formations qu'ils ont une chance raisonnable de réussir, vu leurs acquis.

De nombreuses études montrent que celles et ceux qui ont fait des études supérieures ont en moyenne un meilleur salaire que celles et ceux qui se sont arrêtés tôt. Cependant, il y a un biais. La réussite en licence à l'université est fortement corrélée avec les performances sur les matières fondamentales. Le meilleur salaire provient-il des bonnes capacités de comprendre un texte et de s'exprimer, l'absence d'erreurs dans le calcul de quantité ou de la vérification d'une facture, une bonne capacité de comprendre les règles du monde des adultes ? ou d'avoir fait des études supplémentaires ? C'est un sujet qui mériterait d'être approfondi.

En conclusion, la massification telle qu'elle est pratiquée en France est un échec, car on a multiplié les diplômés ou diplômées étiquetés « bacheliers » ou « titulaires d'une licence » sans parfois une réelle vérification de leur savoir. **Le modèle que nos bureaucrates cherchent à imiter est celui des Etats-Unis avec une école publique de faible niveau, de telle manière qu'il est quasiment indispensable de passer par le lycée privé pour avoir le droit à aller dans les universités élitistes, et qu'il faut payer des études supérieures pour avoir une quelconque qualification.** Ce modèle satisfait celles et ceux qui sont focalisés sur le taux de diplômés, mais pas pour celles et ceux qui veulent que chaque jeune soit à égalité indépendamment de ses origines sociales pour prendre en charge son destin, mais pas celles et ceux qui pensent que la première priorité de l'école est d'apporter la plus grande autonomie à chaque jeune y compris celles et ceux qui ont du mal à apprendre quelle qu'en soit la cause.

La méritocratie et les inégalités sociales du système éducatif français

Après des digressions sur le concept étatsuniens de « tyrannie du mérite » et les effets pervers de la massification à la française (qui expliquent à eux-seuls les inégalités spécifiques à la France), nous revenons à notre sujet, la lutte contre les inégalités scolaires liées aux origines. **Les faits sont indéniables : le niveau d'acquis en fin de scolarité obligatoires dépend des origines sociales dans tous les pays du monde, en France plus que dans la plupart des autres pays de l'OCDE.** Le niveau atteint en sorti de l'enseignement initial dépend des origines sociales, dans tous les pays du monde. **L'égalité totale des chances par l'éducation est un mythe.** D'autres facteurs que le mérite impacte la réussite scolaire et universitaire. Il y a, entre autres, des biais liés aux origines sociales, aux territoires, au genre et au fait d'être porteur de troubles cognitifs. **Cependant, l'éducation reste un moyen d'accéder à l'ascenseur social. Un moyen inégalitaire certes, mais un moyen qui a une efficacité. Certains ont plus d'obstacles que d'autres, mais pour les bons élèves ces obstacles sont surmontables s'ils ou elles croient à leur possibilité de réussir.**

Comme l'indique Céline Damon dans son article de The conversation en s'appuyant sur des articles de recherche qu'elle cite : « *les recherches ont montré que promouvoir l'idée que tout le monde peut réussir avec des efforts est bénéfique à tous les élèves, mais particulièrement aux élèves de bas statut socioéconomique.* » <https://theconversation.com/croire-au-merite-aide-t-il-ou-non-les-eleves-a-reussir-167590>

Pour expliquer les inégalités, les sociologues français se réfèrent le plus souvent à Pierre Bourdieu. Or, celui-ci a fait ses observations avant la massification de l'enseignement, il a eu comme champs d'analyse les Ecoles Normales Supérieures littéraires très peu représentatives de la diversité des formations de l'enseignement supérieur, même à l'époque, et celui-ci s'est trompé dans ses écrits de « jeunesse » en faisant l'hypothèse que les discriminations étaient intentionnelles. Depuis, nous savons qu'une grande partie des discriminations viennent de mécanismes cognitifs inconscients. Ces mécanismes cognitifs sont insuffisamment diffusés en France, bien qu'il existe suffisamment de chercheurs et chercheuse en France qui les ont étudiés. Pierre Bourdieu est un remarquable penseur, toutefois il faudrait arrêter de prendre ses arguments comme une parole d'évangile. Dans les champs d'études très différents du sien, comme l'apprentissage de la lecture, de l'expression et du sens de l'addition et de la multiplication en école primaire, Bourdieu est clairement incompetent. Dans son champ d'études, l'élitisme sur des critères littéraires, quelques éléments ont mal vieilli, mais il reste une référence.

Pour ce qui concerne le système scolaire, le mot méritocratie a un sens très spécifique.

Aux seins des commentateurs du système scolaire, **la méritocratie est définie comme la croyance que la réussite scolaire et universitaire est basée uniquement sur l'effort que l'élève ou l'étudiant fournit pour réussir.** Nous voyons que la définition est différente de celle de Young concernant l'arrogance de ceux qui possèdent le pouvoir politique grâce, entre autres, à un diplôme qui ouvre les portes du pouvoir.

Les enseignants croient en l'effort scolaire, mais pas en la « méritocratie »

D'après certains commentateurs, la croyance en la méritocratie serait largement répandue chez celles et ceux qui font fonctionner le système scolaire. Il n'en est rien.

L'association Synlab (maintenant Ecolhuma) a publié, en août 2021, une étude portant sur les opinions de 826 enseignants. **Le taux d'adhésion des répondants à l'affirmation « La réussite scolaire est liée principalement liée aux efforts des élèves » était de 8%.** On peut donc déduire que le taux d'adhésion à la méritocratie, telle que définie, est très inférieure à 8%, car dans la question l'adverbe « uniquement » de la définition a été remplacé par « principalement ». La nuance est de taille.

D'après la même étude, pour le panel d'enseignants et d'enseignantes interrogées, ce qui compterait le plus pour la réussite des élèves est :

- Le travail personnel de l'élève (30% des répondants),
- Les capacités individuelles de l'élève (30%),
- Le travail de l'enseignant (22%),
- L'accompagnement de la famille (20%).

https://ecolhuma.fr/wp-content/uploads/2021/06/Synthese_Enquete-SynLab_pratiques-pedagogiques-et-inegalites_240821.pdf Il faut le reconnaître cette étude a des biais dans la sélection

des répondants. Cependant, en tant qu'observatrice de l'intérieur du système scolaire à tous les niveaux, de la vie d'un établissement scolaire au cabinet des ministres, je confirme qu'il n'y a pas de croyance en la méritocratie (dans sa définition intégriste) dans le système scolaire.

En effet, je n'ai jamais croisé un enseignant croyant que l'effort scolaire donne des résultats identiques pour tous les élèves. Ils ou elles ont tous constaté que certains élèves avaient besoin de plus d'entraînements que d'autres pour acquérir les bons automatismes ; que certains pouvaient trouver de l'aide à la maison, d'autres non ; que certains pouvaient s'isoler dans une chambre pour travailler chez eux, d'autres non ; que certaines familles confisquaient les téléphones portables le soir

et fermaient la lumière à des heures raisonnables, d'autres non ; que pour certaines familles projetaient leurs enfants dans des études longues, d'autres dans études courtes. Ils et elles savent parfaitement que les conditions d'enseignement en école primaire et au collège sont différentes en fonction du territoire. Ils savent aussi que les notes ne sont pas une science exacte, qu'une moyenne sur des matières différentes ne donnent qu'une information vague sur le potentiel de l'élève et qu'un écart d'un point n'est pas significatif.

Je connais aussi le milieu des classes préparatoires scientifiques. Les enseignants et enseignantes sont parfaitement conscients, que l'état d'esprit le jour du concours est primordial, **que ce qui fait la différence n'est pas la quantité de travail (tout le monde travaille beaucoup)**, mais la stratégie d'apprentissage. Ils et elles savent que certaines techniques, comme ne pas se décourager, et grapiller des points lors que le sujet d'examen est infaisable sont payantes, et que tous n'ont pas ce réflexe. Ils et elles savent aussi que certains étudiants mémorisent plus facilement et d'autres ont une meilleure capacité à trouver la solution lors que le sujet n'est pas classique et qu'il faut faire preuve de créativité dans l'utilisation des démonstrations acquises. **Ils ou elles savent que la réussite au concours n'est pas due au seul mérite des étudiants.** Ils ou elles savent que ce qui fait la différence entre le dernier admis et le premier recalé est uniquement le hasard, et qu'il n'y a pas de hiérarchie de mérite entre les deux.

Nous sommes en face d'un récit dominant diffusé par celles et ceux qui ont accès au média, ne correspondant pas à la réalité. Il serait bon de se demander pourquoi.

Cependant, de nombreux enseignants ne connaissent pas certains des mécanismes cognitifs qui entravent les apprentissages. Tous simplement parce que ces mécanismes ne sont pas évidents et que **les enseignants n'ont pas eu de formations sur leur existence** et sur la manière de les compenser dans leur enseignement. **Il conviendrait de se demander pourquoi** ils n'ont eu pas ces formations ? Il conviendrait de se demander pourquoi ces mécanismes sont aussi peu connus dans la société civile chez les gens impliqués pour le bien commun.

Les inégalités sociales se construisent tout le long du système éducatif. Ceci commence dès la primaire, où il y a proportionnellement plus d'enfants qui ont du mal à entrer dans les apprentissages dans les milieux populaires. Ces enfants sont aussi intelligents que les autres ; les causes de ce phénomène sont d'ordre psychologique. Par ailleurs, ils doivent souvent apprendre explicitement des pratiques que d'autres ont appris d'instinct en écoutant leurs parents. Ils ont parfois moins de vocabulaire, ce qui peut les amener à ne pas comprendre un énoncé. Leur aspiration d'études sont guidés par les « stéréotypes de la sociétés » et les rôles-modèles positifs et négatifs côtoyés. Les informations données par l'institution pour l'orientation sont incomplètes. Aussi ceux qui ont le réseau pour s'informer par eux-mêmes sont avantagés. Les stéréotypes peuvent déclencher des biais qui impactent négativement la réussite comme le « syndrome de l'imposteur » ou « la menace du stéréotype ». Si vous voulez avoir une vision d'ensemble de ces mécanismes pour aider à les atténuer, vous pouvez lire ceci : « Le déterminisme social et genré dans l'éducation » par Véronique Gignoux-Ezratty, Res-Systemica, Volume 18. <http://www.res-systemica.org/afscet/resSystemica/vol18-determinisme-2018/res-systemica-vol-18-art-10.pdf>

Les pièges de l'encouragement à l'effort scolaire et son instrumentation par la technostructure.

Les enseignants d'école élémentaire ne croient pas en la méritocratie (au sens intégriste), mais il croit en l'importance de l'effort scolaire pour que l'élève acquiert les compétences fondamentales pour dialoguer avec la société : lecture automatique, expression de manière à exprimer sa pensée, calcul de quantité, compréhension du fonctionnement du monde, etc..

Le premier facteur pour qu'un élève progresse est qu'il soit capable de mobiliser son attention quand l'enseignant ou l'enseignante sollicite celle-ci. Or, les enfants des classes populaires, pour de multiples raisons d'ordre psychologique sont moins enclins à le faire.

Cette capacité est appelée dans les travaux de recherche en psychologie cognitive « motivation ». Le terme est impropre. En effet, un enfant peut être motivé pour réussir, mais ne pas entrer dans les apprentissages à cause d'un conflit de loyauté, ou d'un trouble cognitif.

L'une des méthodes traditionnellement utilisées dans l'enseignement est de valoriser ceux et celles qui réussissent les exercices servant aux apprentissages, de manière à encourager les autres élèves à faire des efforts. Dans les classes fortement hétérogènes, cette pratique pédagogique, quand elle prend trop d'importance, décourage les plus faibles scolairement.

La cause en est un mécanisme cognitif appelé « impuissance acquise » (ou « impuissance apprise » ou « résignation acquise »). Quand un ou une élève échoue de manière répétée à faire des exercices, il finit par croire qu'il n'est pas capable et ne mobilise plus ses efforts.

Il faut encourager la progression de chaque élève. Pour cela il convient de donner à chacun des exercices qui le stimulent et reconnaître toutes les réussites. C'est facile à dire, beaucoup plus difficile à mettre en œuvre dans le contexte des écoles élémentaires et des collèges français. (Il est nécessaire que les lycées aient des classes relativement homogènes. En particulier le lycée général doit préparer la réussite à l'université.)

Dans l'école élémentaire, l'enseignant fait en général au mieux. L'enfant en difficulté scolaire ayant un seul enseignant, ce dernier ou cette dernière peut choisir quand le solliciter en insistant. Le niveau du défi pour l'enseignant dépend du contexte. Tout dépend de la formation et de l'expérience de l'enseignant, de la taille de la classe, du nombre d'enfants qui n'entrent pas naturellement dans les apprentissages, du nombre d'enfants ayant des difficultés spécifiques (dys, ...), et de la présence de grands perturbateurs. Il existe des cas avérés où, par manque de places ailleurs, des enfants avec des handicaps psychologiques forts, dangereux pour les autres élèves, sont mis dans des classes ordinaires sans AESH. (C'est la différence de l'école privée qui, y compris quand il existe une politique de diversité sincère, peuvent refuser les élèves qui mettent en danger la dynamique de la classe).

Les classes sont parfois tenues par des vacataires n'ayant aucune expérience d'enseignement. Le travail en commun entre collègues n'est pas toujours possible. Le soutien de la hiérarchie peut parfois être inexistant.

Au niveau du collège, c'est mission impossible. Les enseignants n'ont pas les moyens d'aider les 20% qui maîtrisent insuffisamment la lecture, l'expression, et la capacité de donner du sens à l'addition et à la multiplication. Trois éléments entrent en ligne de compte :

- L'élève a plusieurs professeurs et le professeur a plusieurs classes et donc plus d'élèves à connaître. Aussi, l'adaptation de l'effort demandé à chaque élève pour qu'il ou elle ne soit pas trop souvent en échec est impossible.
- L'élève est devenu un adolescent. Il est plus soucieux du regard de ses pairs et il accepte moins les remarques des autorités. La gestion de classe est plus difficile.
- La fin de Troisième est le premier pas d'orientation. Aussi, l'élève est souvent amené à essayer de combler son retard. Celles et ceux qui ont des lacunes trop fortes et n'ont pas de soutien en dehors de la classe, n'y arrivent pas. Ce qui conduit à une perte de confiance en soi.

Trop d'élèves faibles dans une classe de collège entraînent une dynamique négative. C'est très souvent le cas des collèges en REP+.

Les pays qui ont réussi de faire une « école moyenne unique » (élèves entre 13 ans et 15 ans- c'est-à-dire notre collège), ont un faible nombre d'élèves par classe (au maximum 23 élèves), et des enseignants en surnombre pour agir en co-intervention avec l'enseignant titulaire afin d'aider les élèves ayant de fortes lacunes sur les fondamentaux. La France est loin du compte.

L'étude de 2021 déjà citée de l'association SynLab devenue EcolHuma : « Une majorité des enseignants (94%) a recours aux pratiques recommandées par la littérature scientifique pour réduire les inégalités scolaires. Seule une minorité a recours aux pratiques non recommandées. » https://ecolhuma.fr/wp-content/uploads/2021/06/Synthese_Enquete-SynLab_pratiques-pedagogiques-et-inegalites_240821.pdf

Il y a parfois un discours culpabilisant de la hiérarchie, expliquant que si les plus faibles scolairement sont abandonnés à leur difficulté, c'est à cause des enseignants qui croient en la méritocratie. Il n'en est rien.

Les enseignants et enseignantes savent que l'effort scolaire autonome est utile sauf pour les élèves en situation de naufrage à cause de lacunes trop fortes. Pour ces élèves, les enseignants font ce qu'ils peuvent. Dans certains cas, ils ne peuvent pas grand-chose, notamment au collège, notamment quand ils doivent dépenser une grande partie de leur énergie pour la tenue de classe, notamment quand ils ne comprennent pas la cause de la difficulté d'apprentissage par manque de formation.

Cependant, la hiérarchie de l'éducation nationale a un comportement paradoxal et nie que la mission des enseignants de l'école du socle (élémentaire+collège) est infaisable, pour la majorité des situations. En imposant le silence sur cet état de fait, la hiérarchie de l'éducation nationale entrave la recherche de solutions. Il convient de se demander si ce n'est pas l'effet attendu.

Le biais d'autocomplaisance comme explication de l'exagération du rôle du mérite chez le grand public

Le cerveau humain a des biais cognitifs. L'un d'eux s'appelle le « biais d'autocomplaisance ». A lui seul, il explique la croyance en la méritocratie d'une partie de la population. Les personnes ont naturellement tendance à attribuer leurs réussites à leurs efforts, et leurs échecs à des causes extérieures. Le mécanisme mental de « rationalisation » tend à trouver des arguments pour expliquer ces choix. La mémoire a tendance à maintenir dans l'esprit ce qui est en phase avec nos explications rationnelles, et oublier ce qui n'est pas en phase.

L'article déjà cité de Céline Darnon fait référence à une étude de parents d'élèves. Certains d'entre eux souhaitent privilégier les méthodes pédagogiques qui n'atténuent pas les inégalités de départ. Il n'est pas étonnant que certains parents veuillent garder les privilèges qui facilitent la réussite de leur enfant, comme il n'est pas étonnant qu'ils « rationalisent » cette opinion par une croyance méritocratique. Darnon, C. (2021), Croire au mérite aide-t-il (ou non) les élèves à réussir ? The conversation, <https://theconversation.com/croire-au-merite-aide-t-il-ou-non-les-eleves-a-reussir-167590>

Cette étude confirme que les parents qui fréquentent les associations de parents d'élèves ne sont pas les mieux placés pour proposer des actions atténuant les inégalités de destin. Ce que j'écris depuis plus de 10 ans.

On accuse la mise en récit des œuvres de fiction pour expliquer la croyance de certains qu'avec des efforts tout est possible.

Je ne suis pas d'accord avec cette analyse. Les jeunes savent qu'une fiction est une fiction. Ils ont besoin de rôle-modèles qui transgressent le rôle qui leur est assigné et qui réussissent. En effet, il

faut conjurer le réflexe inconscient de se conformer aux stéréotypes des groupes auxquels on appartient.

En effet, il n'y a pas de réussite sans travail, sans effort. Cependant, **l'effort ne suffit pas. Il faut aussi être stratégique**, il faut aussi avoir des « mentors » qui transmettent les clés de compréhension de la société. Rare sont les œuvres de fiction qui donnent des pistes pertinentes pour réussir ces études, ou réussir dans une entreprise. La présence du mentor dans les œuvres de fiction, est toutefois assez fréquente.

La croyance d'une partie du grand public en la méritocratie s'explique par le biais d'auto-complaisance de certains diplômés. Ces derniers diffusent leur conviction. Ce n'est pas la peine de faire appel à un « complot des élites » pour l'expliquer, les fondamentaux de la psychologie cognitive suffisent. **D'autant que les personnes de bonnes volontés laissent dire car il n'y a pas de réussite sans effort. La croyance en la méritocratie participe à l'atténuation des inégalités sociales.** Elle évite de laisser croire aux jeunes qu'ils sont destinés à rester dans leur condition et évite de déclencher une prophétie auto-réalisatrice guidée vers un manque d'ambition.

Le refus de se laisser enfermer dans les représentations de la société, et les efforts sont indispensables à la réussite du parcours scolaires et universitaires des jeunes de milieux populaires. Cependant cela suffit pour permettre quelques réussites individuelles, mais non pas pour changer les statistiques. Pour agir au-delà « d'exceptions consolantes », il faut aussi s'attaquer aux multiples obstacles symboliques et concrets. Cela suppose le développement d'une compréhension des multiples causes entrelacées, une diffusion de celles-ci et une stratégie pour les atténuer qui associe la société civile responsable.

Conclusion

L'égalité des chances est un mythe. Il faut continuer à diffuser les arguments chiffrés qui permettent d'en prendre conscience, ainsi que les enjeux pour la nation d'atténuer ces inégalités.

Cependant, le récit dominant autour de l'illusion méritocratique a tendance à renforcer l'assignation à un destin tout en prétendant le contraire. En focalisant sur les problématiques d'une micro-élite, les tenants du récit dominant empêchent de développer une compréhension des mécanismes cognitifs et sociaux à l'origine des inégalités. Aussi, ils entravent la capacité à agir pour les atténuer.

La croyance méritocratique existe dans le grand public à cause du « biais d'auto-complaisance » et parce qu'il est bénéfique pour la réussite scolaire en particulier dans l'école du socle.

En particulier, **les notions autour de la tyrannie du mérite concernent une microscopique élite et ne sont pas en phase avec la culture française** qui n'a jamais eu de mythes proches du « rêve américain ». Elles sont hors sujet pour traiter la question de l'accès au plus grand nombre à une éducation de qualité.

Les inégalités scolaires en France peuvent s'expliquer par la manière purement comptable dont la France a mené sa massification scolaire : augmentation du nombre de diplômés à moindre coût sans critères concernant la qualité des formations ou les impacts sur les inégalités, y compris quand une mise en récit prétendait le contraire. La massification a été menée aux dépens des plus faibles scolairement et des moins informés. Il y a eu une sous-information volontaire du grand public sur les compétences utiles pour réussir les études supérieures qui a eu comme conséquences de réduire les moyens destinés à faire acquérir ses compétences au plus grand nombre. En particulier, le comportement envers les jeunes les plus faibles scolairement dès l'école primaire est particulièrement cynique. Il est vrai que ces jeunes ne possèdent pas les mots pour se plaindre.

Au contraire de ce qu'il prétend, le récit dominant sur la méritocratie diffuse dans l'inconscient des messages qui sont délétères pour la lutte contre les inégalités :

- **Message délétère sous-jacent 1 : « Tous ceux qui ne sont pas dans des grandes écoles sont des perdants ».** C'est du même acabit que « Celui qui n'a pas de rolex à 35 ans a raté sa vie ». Les personnes qui ont réussi des études supérieures très sélectives sur des critères académiques sont une petite fraction de la population. **Pour réussir sa vie, il faut trouver l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée qui convient, avoir un métier qui apporte des satisfactions et des revenus qui permettent de vivre décemment et s'offrir régulièrement des petits plaisirs.** De très nombreuses personnes qui travaillent 70 heures par semaine sur de longues périodes pour un salaire mirobolant ont l'impression d'avoir raté leur vie.
- **Message délétère sous-jacent 2 : « A cause des grandes écoles, les personnes qui nous gouvernent sont arrogantes »** Il n'y a aucun lien de cause à effet entre les deux propositions de la phrase. En France, des personnes qui utilisent la technique des « vérités alternatives » ont pris le pouvoir et ne coopte que celles et ceux qui les servent, diplômés ou non. C'est inquiétant. La société civile doit se réveiller pour lutter contre eux, mais leur existence n'est nullement liée à la présence de formations hautement sélectives sur le plan académique.
- **Message délétère sous-jacent 3 : « Les seuls élitismes qui existent sont les élitismes sur des critères académiques. »** Pour être champion olympique, footballeur professionnel, premier ouvrier ou première ouvrière de France, créateur d'une entreprise pérenne, artiste reconnue, il faut travailler et savoir être stratégique. Tous les élitismes devraient être mis sur un pied d'égalité dans les mises en récit. La mise en avant de l'élitisme sur des critères académiques aux dépens de tous les autres, est un des moteurs de la dévalorisation des métiers manuels.
- **Message délétère sous-jacent 4 : « Les dés sont pipés, cela ne sert à rien de travailler à l'école élémentaire ou au collège car vous ne pourrez pas aller vers les études qui permettent de réussir sa vie ».** L'effort scolaire paie pour les élèves moyens et bons, et le nier conduit au renforcement des inégalités. Il peut conduire à un découragement quand l'élève a des lacunes fortes ou des difficultés d'apprentissages spécifiques à cause du couplage entre le mécanisme de « l'impuissance acquise » et l'absence des moyens nécessaires pour accompagner la progression de ces élèves.

Les exagérations et amalgames autour de la méritocratie crée un écran de fumée qui entrave la diffusion des mécanismes cognitifs et sociaux à l'origine des inégalités, et donc l'action pour atténuer les conséquences de ces mécanismes.

Pour vraiment lutter contre les inégalités scolaires :

- **Il faut faire prendre conscience à la société de l'état des inégalités scolaires et des enjeux de lutter contre ces inégalités ;**
- **Il faut diffuser les fictions où le héros ou l'héroïne a su refuser d'être assigné à un destin décidé par les stéréotypes de la société (pour conjurer les réflexes innés de s'y conformer) ;**
- **Il faut dire que l'effort paie tout en faisant attention d'éviter de mettre les personnes en échecs répétés, et en faisant prendre conscience que l'échec est un processus normal d'apprentissage,**
- **Il faut aider la diffusion des mécanismes cognitifs et sociaux, nombreux et entremêlés à l'origine des inégalités, et encourager voire accompagner les dispositifs pour les combattre.**

Nous le savons pour avoir essayé pendant 30 ans. Les solutions simplistes et la désignation de boucs émissaires ne fonctionnent pas.